

Reçu le : 10/05/2022

Accepté le : 23/05/2022

La répliation : Pour un modèle d'analyse du contexte des contextes **Replication: For A Context Analysis Model of Contexts**

Fred HAILON *1Observatoire des pratiques médiatiques émergentes (OPME) du Laboratoire LHUMAIN (Montpellier), France
fredaile@wanadoo.fr

Ce travail est consacré à ce que nous avons pu constater de répétition de pensées et paroles politiques, à travers des cadres socio-normés de compréhension, ce que nous appelons répliation. Ces cadres ont la particularité de borner le sens des événements tout en le guidant, tout en le produisant. Est répliation le cadrage de sens de l'événement par une pensée politique répétée, reconductible. La scénographie politique proposée est celle d'un construit de l'espace social comme mémoire hégémonique, reposant pour ce que nous avons pu étudier sur un différentiel indépassable. La représentation médiatique et politique donne corps aux formes discursives de la mémoire identitaire. Plus que le pouvoir d'affirmation des choses, les discours médiatiques et politiques produisent les formes à partir desquelles se réalisent les commentaires, les réfutations, les évidentialisations. Ils sont des interprétants symboliques, organisateurs des perceptions mondaines et faiseurs de réel, de la « vérité vraie » à partir de laquelle se réalisent le dire et le penser collectifs. On se posera ainsi la question de la reproductivité et de la représentativité du discours dès lors que celui-ci semble se prendre lui-même pour discours défait de l'événementialité.

Les cloisonnements et fixités exprimés en discours restent souvent cachés à la raison première qui fonctionne à l'évidentialité et pour laquelle se produisent injustice et oppression : « C'est au nom des étiquetages normalisés qu'on opprime et que l'on justifie l'injustice » (Benasayag 2006 : 114). Le caractère construit des étiquetages sociaux pose des autojustifications, des autoréférentialités. La société se dessine en elle-même pour se voir et faire société. Elle devient perceptible dans les termes d'une pensée du contexte (Caillé 2009 : 98), c'est-à-dire dans une position *méta* d'étude des situations sociopolitiques. Elle est plus précisément portée à l'observation du contexte des contextes quand une représentation conditionne des re-présentations.

Il pourra s'agir précisément d'établir un état gnoseologique des discours socialement, mentalement et idéologiquement situés et d'en relever la signifiante culturelle, d'en définir *le re-présentatif*. Il s'agit de desceller le pouvoir sur la représentation, de ce qui fonde les vérités d'évidence sur la foi de discours. Nous proposons de penser les discours de la société dans leur époque, et ainsi d'observer ce qui la rend présente et répétée à elle-même.

Notre corpus est composé de données hétérogènes. Il rassemble des discours des personnels politiques des campagnes électorales de 2012 à 2017. Le corpus est globalisant et localisant en ce qu'il est composé d'un ensemble de petits corpus pour chaque événement discursif étudié et propres aux différents contextes sous-jacents. Il mêle différents courants politiques qui peuvent se répondre, se croiser, s'imprégner. Il s'inscrit dans un projet général :

***Auteur correspondant** : Fred Hailon

Chercheur en analyse critique du discours et plus largement en sciences des discours. Membre de l'Observatoire des pratiques médiatiques émergentes (OPME) du Laboratoire LHUMAIN (Montpellier). Membre du Collectif de chercheuses et chercheurs indépendant.e.s

la construction-reproduction du sens politique par et à travers différents moments et événements majeurs de la vie sociale française².

Nous commencerons par discuter la mémoire idéo-logique de la re-présentation, pour évoquer ensuite la réitération de la scène politique, sa force et sa clôture. Nous exemplifierons nos présupposés théoriques pour finir.

1. Hégémonie et mémoire de re-présentation : l'interprétation de l'idéo-logique

Dans ses écrits politiques, A. Gramsci (1975) évoque les pratiques par lesquelles les individus d'une société donnée manifestent l'idée qu'ils se font de leur monde (réel ou imaginaire), ce qu'il appellera le sens commun définissable selon lui en discours social commun. Cette perspective ouvrira la voie à l'idéologie dans le champ des activités sociales. « L'idéologie au sens de la praxis [désigne] l'ensemble des superstructures » (*ibid.* : 101) qui repose sur une organisation culturelle d'instruments de domination, l'hégémonie. Le concept d'hégémonie renvoie à une conception mondaine de détermination. Cette détermination peut s'imposer aux individus mécaniquement par le milieu ambiant, devenant du coup une vision commune mondaine. Elle peut se réaliser par des groupes sociaux dans lesquels tout homme est automatiquement entraîné, ne pouvant élaborer sa propre vision critique des choses, ainsi s'émanciper de conceptions déjà prévues. L'hégémonie confirme le tautologisme d'une pensée (sociale) bouclée sur elle-même. L'émancipation, l'individuation est au prix de la critique formulée à son encontre dans la pensée sociale conditionnante et ambiante.

L'hégémonie pose que dans le cadre des pratiques sociales les sociétés se régulent et s'autorégulent en tant que la domination de l'ordre social sur les individus s'imposent à eux. Les individus se fondent « dans le corps de l'homme collectif » (Fossaert 1983 : 465), transformant le consentement, la collaboration, la coercition sociale en individuation. Le discours social façonne des identités (de discours), le sujet s'en trouve « effet de discours », produit par le déjà-là, le déjà-existant. Il met discursivement en forme les sujets, et leur contenu discursif. S'en suivent une normalisation discursive socialement construite et des conceptions (mondaines) opérantes en société.

Aussi, l'hégémonie est un système régulateur qui prédétermine la production de formes discursives concrètes. Elle se compose de règles canoniques de genres et de discours par des conventions de formes et de contenus (cf. *supra* : Sarfati 2011). Entité discursive de positions d'influence et de prestige, elle procure au sujet normé des styles, des micro-récits et des arguments (Angenot 1989 : 19-20). L'hégémonie est au fondement d'un ensemble de mécanismes unificateurs et régulateurs qui assure à la fois la division du travail discursif et un degré d'homogénéisation des rhétoriques, de topiques et des doxa transdiscursives. Les topiques, au sens de M. Angenot (1989), sont les présupposés irréductibles du vraisemblable social à partir desquels les débats se font. La topique produit l'opposable, le plausible. Elle forme l'ordre de vérité consensuelle de toute discursivité (*ibid.* : 28-29). Ces mécanismes imposent ce qui se dit et s'écrit. L'hégémonie discursive relève de l'hégémonie culturelle : « L'hégémonie discursive n'est sans doute qu'un élément d'une hégémonie culturelle plus englobante, laquelle établit la légitimité et le sens... des attitudes et des mentalités qu'elles paraissent manifester (*ibid.*). »

L'hégémonie discursive est à comprendre comme un ensemble complexe de règles prescriptives de diversification des dicibles et de cohésion, de coalescence, d'intégration culturelle. L'hégémonie culturelle vise à l'homogénéité par des dominances dans le jeu des idéologies, et pour des effets de masse. Elle établit les normes du dicible et légitime un ordre

² Les supports de discours sont numériques, trouvés sur Internet principalement avec l'outil Google. Nous avons pu compléter le corpus par nos lectures papiers ainsi qu'effectuer un premier ciblage d'articles de presse pertinents pour nos analyses avec Europress. Les contenus spécifiques des corpus seront précisés au fur et à mesure des analyses.

des choses, le sien. Aussi, tout débat ne se développe qu'en s'appuyant sur une topique commune aux argumentateurs opposés (*ibid.* : 19). Dans toute société, la masse des discours – divergents et antagonistes – engendre un dicible global qui participe du sens social commun. L'idéologie ne fournit pas seulement des représentations, mais aussi des pratiques et des comportements. Elle suggère et fait agir : les chaînes d'énoncés et chaînes d'action s'articulent mutuellement. Ainsi, tout discours légitime, détourne les regards, contribue à valider des manières de penser. Tout acte de discours est un acte de connaissance et de méconnaissance au sens où il occulte et instaure un espace de non-dit, d'inter-dit, d'entre soi altéré. L'idéologie est portée par les acteurs sociaux qui y projettent leur propre revendication, ainsi que leur volonté d'avoir un rôle dans la société. Elle tend aux individus leur image de sujets sociaux. La volonté des acteurs sociaux peut être débordée par ce qui est déjà-signifié du point de vue de leur action sociale.

Précisément, pour ce que nous avons observé, la fonction du politique est de donner corps à l'expérience sociétale. Le politique propose du sens et des mises en mots de celui-ci, des discours, des rhétoriques. Il donne des mots qui donnent à penser, il propose des clefs de compréhension du réel. Il pense le réel dans des configurations canoniques du monde. Les interprétations qu'il façonne et fait circuler sont du déjà là de la compréhension, du *prêt-à-savoir*. Les présentations des réalités de connaissance sont des représentations. En tant que représentations elles font exister ce qu'elles se donnent et nous donnent comme réalité. Chacun des sujets parlants et agissants, acteurs sociaux, interprète l'expérience sociale avec les langages disponibles dans l'espace public. L'espace public par les discours médiatiques de ces acteurs : journalistes, blogueurs, commentateurs, plus largement praticiens de la toile, est pourvoyeur de sens social. Ainsi, l'individu « emmagasine » des cadres de compréhension dans lesquels il tiendra à inscrire ses nouvelles expériences. Le sens a un cadre social d'existence. Il est issu du groupe sémiotique qui le porte : ses attributions sont socioculturelles, pratiques, mais sa nature est situationnelle, intersubjective et interprétative.

La cognition politique procède ainsi de la construction intersubjective des savoirs, de la mémoire collective des sujets. L'intercompréhension relève d'un répertoire, socialement distribué, de savoirs communs, de sous-entendus et de significations partagées : pour ce qui nous a intéressé l'infranchissable différentiel identitaire. La mise aux normes socio-idéologiques se fait par l'interaction des discours qui se réactualisent mutuellement. Les acteurs sociaux (journalistes et personnels politiques) partagent les mêmes schèmes d'expérience, intériorisent les normes culturelles et ce qui fait et dit société. Ceux-ci se trouvent en prise sur le monde partageable socialement, culturellement, idéologiquement. Le sens idéologique s'impose dans un contexte socioculturel spécifique, sous couvert de luttes de genres dès lors que l'on évoque le désordre (social, national, civilisationnel, confessionnel). Il encadre les événements à venir.

2. Réitération de la scène idéo-politique : force de sens, force de l'à-dire

Les discours publics s'actualisent dans le contexte des pratiques interactionnelles, c'est-à-dire attachés à co-construire un cadre de référence à même d'être le réel, de là où les journalistes, hommes et femmes politiques parlent. L'édition d'un référentiel en tant que cadre perceptif permet d'établir et de prescrire des normes attachées à une parole de référence. Des jeux d'identification et de contre-identification se mettent en place dans l'environnement de discours ainsi étayés. Les discours se répondent qui ont leur envers. « C'est toujours le discours de la liberté qui vient étayer le discours sur la propriété, comme c'est toujours le discours sur la propriété qui vient étayer le discours sur l'ordre » (Lefort 1978 : 524).

La normativisation du sens se fait par l'autre (l'autre discours, l'autre dire, l'autre mot pour la chose, l'autre rapport mondain), ramené au « je » de l'énonciation et au temps du discours, passant ainsi pour discours légitime. L'énonciation construit un cadre de représentation du réel qui devient par l'action même de la mise en discours le réel énoncé, représenté. L'énonciation se valide en tant que représentation validant du réel. Aussi, il y a une

impossible neutralité des représentations de l'altérité en circulation. Il n'y a pas de neutralité de l'identité de l'autre emprunté, - l'autre est exprimé comme figure d'autorité ou de discrédit, comme gage d'authenticité ou de fausseté -, pas plus qu'il n'y a de sens objectif de la parole empruntée. L'altérité représentée embraye un système de connotations qui activent tout un jeu de sens social et des discours de présentations, de soi, de l'autre. Le travail journalistique façonne une socialisation des re-présentations, opposables pour ce qu'elles peuvent être commentées pour être sémantiquement défaits, c'est-à-dire détachées de leur énonciation et de leur sémantisme d'origine. Les rapports de force sur le sens des re-présentations se réalisent à travers des faits de circulations idéologiques. L'idéologie devient le construit cognitif humain propre à la conservation et reproduction de données de société, à même d'être un structurant de l'imaginaire social.

Les discours procèdent à des conduites de sens, à des légitimations et justifications de sens communs. Ils relèvent d'un faire-croire qui repose sur la création de la doxa par adhésion et sur la conservation de l'identité de société : la société se suffirait à elle-même, elle jouerait le jeu de la transparence symbolique. Les discours en seraient la condition de révélation. Les identités de discours sont une fiction de la société par le miroir symbolique des discours. On assiste à des sédimentations de sens, sens réifiés, dans ce qui cherche à être communauté politique signifiante.

Les représentations de discours rendent présent l'actualité des dires. Elles structurent les imaginaires dans des relations intersubjectives immédiates. Elles quadrillent le réel et l'instituent. L'idéologie se consiste dans l'oubli de cette institution du discours instituant : le discours occulte sa propre constitution dans le moment où il façonne le réel social (Lefort 1978). C'est dans la dissimulation de sa propre constitution (symbolique) que le social se constitue symboliquement. Le symbole est à lui-même sa propre institution, il institue le réel, quand le politique en tant que dispositif (symbolique) produit le sujet. Il n'y a pas de sujet en soi, mais des sujets sociaux en prise avec les mises en régulations, les cadres, situations et pratiques de connaissances du sens social. Chaque individu s'insère dans une matrice sociale constituée de chaînes signifiantes, de répertoires d'intentions d'un groupe en mouvement. Le sujet politique se réalise ainsi paradoxalement dans l'économie cognitive de dispositifs de dire et de penser. Aussi est-il nécessaire de prendre en compte ses contradictions pour se comprendre et se connaître en tant que sujets sociaux de l'ordre socio-cognitif sous-jacent et advenant.

Précisément, nous pouvons ici, dans le cadre de la campagne 2017, rendre compte de la réitération de la scène politique. Cette scène est celle d'un construit identitaire d'un autre à stigmatiser, à édifier, à penser ; cherchant l'identification même. Elle se réalise par une pensée identificatrice de réplication. Les disponibilités cognitives sont altérées par des cadres socio-normés de compréhension tels que le produit l'idéo-logique et tels que l'exemplifient les préconstruits qui préexistent à tout événement. Ce cadre défait la réalité de l'expérience des choses pour un déjà-pensé circulant et reproductible. Les facilités, paresse ou absences de pensée permettent une reproduction générique des consciences, qui peuvent être à la source de sens communs exclusifs, radicaux. Cette radicalité identificatrice semble tenir de l'abaissement du seuil de tolérance morale de même qu'elle existe par le sens de l'exclusion, renvoyant soi et autre à leur différence inconciliable. En cela, la violence est à la répétition. C'est une violence continue de l'*a-différence*, contre la différence, et contre soi-même.

3. Clôture de sens, une symbolique de la violence (du) politique

Le discours politique institue un ailleurs-autre (riche, pauvre, national, étranger, travailleurs, chômeurs, vieux, jeunes, rural, urbain...) pour se composer de concert en pensée homogénéisante : *qui est celui qui ne pense pas comme moi*. Il se donne une extériorité pour se mettre au centre de son discours, et ramener ainsi à soi une centralité de dire : on parlera de chômeurs pour (se) dire travailleur, on évoquera l'étranger pour (se) dire national, on dira le pauvre pour se rassurer d'être non pauvre.... Le discours politique fait oeuvre de « mé-

perception » du champ social, il est pris dans l'implicite d'une signification auto-génératrice. Le discours politique perpétue la scène d'unité et d'unicité, et se reproduit façonnant une image d'identités établies. Cette mise en scène autoédificatrice pose la centralité du sens et peut avoir les travers du discours de totalisation, cherchant à clore le sens social sur lui-même : n'aurait de sens que ce qui participe au « nous » et à ses répétitions. Est sensé ce qui se répète.

C'est le propre de l'idéologie politique de faire clôture, de chercher l'im-posture, l'autre (dé)faisant, l'autre di-visant, pour valider ses propres déterminations hégémoniques :

Dans une société qui ne tolère pas l'image d'une division sociale interne, qui revendique son homogénéité sociale par delà toutes différences, c'est l'autre qui acquiert les traits fantasmatiques du destructeur – l'autre [...] représentant du *dehors*. (Lefort 1978 : 546)

Ainsi, il semble qu'il y ait exclusion partout où se fait le discours du pouvoir. Celui-ci pose une extériorité pour inscrire ses contours. Il requiert une identification au pouvoir qui comble la distance des sujets supposés autres à leur extériorité sociale, nationale. L'identification au discours du pouvoir est propre à perpétuer la scène symbolique et illusoire du lien de tous pour tous. Cette identification est d'autant plus forte que le lien n'a que les vertus de l'imaginaire d'un « un » social.

Chaque discours fait preuve et expérience de son pouvoir. Il se déploie en quête de son propre fondement. La figure de l'autre lui permet ainsi de se valider. Il entretient l'illusion d'une essence de la société et se forge les conditions de son unité. Le discours politique est à lui-même son commandement, sa représentation et sa conduite. Il pose un imaginaire social qui le valide en retour. Celui-ci prend corps, fait corps dans la communauté qui s'en pare, et les individus s'en trouvent parés. Le discours construit et déconstruit le sujet politique.

C'est à travers la re-présentation sociale que la société démocratique moderne assure la dimension symbolique du pouvoir. Elle est celle d'un discours qui marque le conflit permanent au sein de la société. Le discours et ses formes de crise (formes autoritaires, de fracture, d'exclusion, de différence, mais aussi de rassemblement en tant qu'il suppose l'écart) sont des formes particulières d'institution du politique.

Une violence s'exerce. Une violence de représenter, de dire, d'être pensé opère, quand le pouvoir du discours préserve des positions discursives acquises. Il y a une violence de la conservation, de la reproduction, de la re-présentation de production. Les persistances prennent corps dans des conduites de dire, qui produisent des identités de société. Elles produisent des matrices, des cycles, sont auto-réalisatrices. Elles standardisent les pratiques, les manières de dire, les commentaires, les réactions. Elles maintiennent des positions idéologiques quand chaque partie a littéralement sa part à dire, joue sa partie, tient (à) sa place. Elles permettent le contrôle de soi, la maîtrise de l'autre. Elles imposent les thèmes, des thèmes de discours : le discours de campagne avec son lot de discours d'opposition, discours de ralliement, discours de rupture etc. Elles créent les objets de connaissance à partir desquels et sur lesquels on glose (sécurité, politique de la ville, immigration, éducation...). Finalement, elles façonnent les identités qui se stabilisent dans la duplication d'un même, et quand bien même celui-ci reste une fiction. Ainsi, les répétitions fictionnalisent du discours et délimitent les contours des sociétés : *ce qui se dit d'une société c'est ce qui s'y répète, ce qu'il y a à croire c'est ce qui se redit*. Elles se font en reconnaissance du politique, qui bornent en prédiction l'imprévu, l'aléatoire, le possible, l'événement.

4. Cognition politique et réitération de re-présentation

Nous l'avons dit, la réitération de pensées et paroles politiques se réalise à travers des cadres socio-normés de compréhension. Ces cadres ont la particularité de borner le sens des événements tout en le guidant, tout en le reproduisant. Est réplication le cadrage de sens de l'événement par une pensée politique prédictive, réitérée, reconductible. La scénographie

politique proposée est celle d'un construit de l'espace social comme mémoire hégémonique de persistances. La représentation médiatique et politique donne corps aux formes discursives de la mémoire identitaire constituée de répétitions, de ressemblances et de différences³. « Le préfixe Re- dans le mot représentation signifie cette forme conceptuelle de l'identique qui se subordonne les différences » (Deleuze 1976 : 79). L'identique devenu centre par répétition s'agrège les différences, crée des convergences, et ignore les différences constitutives des identités. « La représentation laisse échapper le monde affirmé de la différence. La représentation n'a qu'un seul centre, une perspective unique et fuyante [...], elle médiatise tout, mais ne mobilise et ne meut rien. » (*ibid.* : 78). Représenter, c'est centrer les points de vue, borner le regard, transformer le sensible, déformer le réel. On trouve ici les impossibles rapports d'équivalence perception /monde, mots/choses, représentation/réalité. Le pouvoir d'affirmation des choses, les discours médiatiques et politiques produisent les formes de représentation à partir desquelles se réalisent les commentaires, les réfutations, les évidentialisations. Ils sont des interprétants symboliques, organisateurs des perceptions mondaines et faiseurs de réel, de la « vérité vraie » à partir de laquelle se réalisent le dire et le penser collectifs. On se posera ainsi la question de la reproductivité et de la représentativité du discours dès lors que celui-ci semble se prendre lui-même pour discours défait de l'événementialité.

La cognition politique comme disposition de la pensée politique procède ainsi de la construction intersubjective des savoirs, de la mémoire collective des sujets. L'intercompréhension relève d'un répertoire, socialement distribué, de savoirs communs, de sous-entendus et de significations partagées. La mise aux normes socio-idéologiques se fait par l'interaction des discours qui se réactualisent mutuellement. Les acteurs sociaux (journalistes et personnels politique, citoyens lambda) partagent les mêmes schèmes d'expérience, intériorisent les normes culturelles et ce qui fait et dit société. Ceux-ci se trouvent en prise sur le monde partageable socialement, culturellement, idéologiquement. Le sens idéologique s'impose dans un contexte socioculturel spécifique, sous couvert de luttes intersituées⁴ dès lors que l'on évoque le désordre (social, national, civilisationnel, confessionnel, écologique). Il encadre les événements à venir.

Les discours publics s'actualisent dans le contexte des pratiques interactionnelles, c'est-à-dire attachés à co-construire un cadre de référence à même d'être le réel, de là où le politique parle. L'édiction d'un référentiel en tant que cadre perceptif permet d'établir et de prescrire des normes attachées à une parole de référence. Des jeux d'identification et de contre-identification se mettent en place dans l'environnement de discours ainsi étayés. Les discours se répondent qui ont leur envers. « C'est toujours le discours de la liberté qui vient étayer le discours sur la propriété, comme c'est toujours le discours sur la propriété qui vient étayer le discours sur l'ordre » (Lefort 1978 : 524).

La normativisation du sens se fait par l'autre (l'autre discours, l'autre dire, l'autre mot pour la chose, l'autre rapport mondain), ramené au « je » de l'énonciation et au temps du discours, passant ainsi pour discours légitime. L'énonciation sociale construit un cadre de représentation du réel qui devient par l'action même de la mise en discours le réel énoncé,

³ La logique d'équivalence est définissable en « a vaut b », celle de ressemblance en « a = b » et de différences en « a # b ». Nous pensons dans la continuité de ces différentes logiques à des études futures qui articulent des mouvements identificatoires du discours.

⁴ En ce sens, nous concevons une analyse intersectionnelle élargie au nationalisme, au capitalisme (persistant), au néolibéralisme (voir E. Balibar et I. Wallerstein 2018 et N. Ajari 2019 sur ce point) et au naturalisme (voir Descola 2006) ; et non seulement limitée à la race, au genre et à la classe (Paveau 2019). Cette position ouvre à la critique des objets idéologiques qui a pu faire défaut lors de la sus-intervention. Selon nous, la position idéologique *a priori* manque la réflexivité critique. L'absence de mise en perspective idéologique, « de se voir faire idéologie », tend à naturaliser le monde social d'où elle émerge. La multipositionnalité académique, institutionnelle, associative, militante, politique demande de dire d'où l'on parle, à partir de quoi, pour qui et pour quelle visée. Le discours scientifique militant doit être imbriqué dans une pensée savante éclairée par elle-même.

représenté. Elle se valide en tant que représentation validant du réel. Aussi, il y a une impossible neutralité des représentations de l'altérité en circulation. Il n'y a pas de neutralité de l'identité de l'autre emprunté, - l'autre est exprimé comme figure d'autorité ou de discrédit, comme gage d'authenticité ou de fausseté -, pas plus qu'il n'y a de sens objectif de la parole empruntée. L'altérité représentée embraye un système de connotations qui activent tout un jeu de sens sociopolitique et des discours de présentations, de soi, de l'autre. Le travail politique façonne une socialisation des re-présentations, opposables pour ce qu'elles peuvent être commentées pour être sémantiquement défaites, c'est-à-dire détachées de leur énonciation-événement et de leur sémantisme d'origine. Les rapports de force sur le sens des re-présentations se réalisent à travers des faits de circulations idéologiques. L'idéologie devient le construit cognitif humain propre à la conservation et reproduction de données de société, à même d'être un structurant de l'imaginaire social.

Sur ce point, le concept d'idéologie est hétéronomique qui permet d'envisager le politique selon différents aspects. Nous retiendrons deux perspectives épistémologiquement différenciées et pour autant complémentaires de l'idéologie : une dans les traces de L. Althusser qui s'attache à voir dans l'idéologie toutes formes d'imposition à la pensée (*l'impensé*), l'autre dans la continuité d'A. Gramsci qui voit dans l'idéologie des variations et négociations de sens commun propres à *l'hégémonie de la doxa*. Selon nous, la *circulation idéologique* telle que définit dans Hailon 2014 permet de coupler ces deux aspects, ainsi d'envisager l'impensé comme force doxique. Il s'agit d'un agir social commun toujours en train de se faire commun, nous pourrions dire culture commune, par l'impensé de ses conditions de (re)production. A ce sujet, pour une définition enrichie de l'idéologie dans les orientations de la cognition politique, nous pensons que l'idéologie relève de la métacognition, c'est-à-dire de connaissances socioréflexives des potentialités de savoirs de sens commun qui débordent l'individu, tandis que le politique tient de l'hétérocognition, c'est-à-dire de connaissances, croyances, convictions, attitudes et réactions comme données de l'expérience sociale et de son interprétation.

Les discours procèdent à des conduites de sens, à des légitimations et justifications de sens communs. Le sens commun est ce qui est donné comme ordre naturel que nous pouvons nommer naturalisation, essentialisation du commun partagé. Le sens téléologique centripète consiste à ramener de l'extérieur vers les individus les manières de penser les choses, de se représenter communément le monde, quand le sens téléologique centrifuge crée à l'inverse la dispersion, la multiplicité, la pluriversité. Et c'est à travers la re-présentation centripète que se créent les sujets politiques collectifs et, que les représentations médiatiques et des politiques - réalisables par l'acte de dire collectivement - façonnent de l'identité politique ; quand la représentation vaut pour présence politique. Et c'est dans l'externalisation décentrée que se façonne le pluriel politique agonique.

Ils relèvent d'un faire-croire qui repose sur la création de la doxa par adhésion et sur la conservation de l'identité de société : la société se suffirait à elle-même, elle jouerait le jeu de la transparence symbolique. Les discours en seraient la condition de révélation. Les identités de discours sont une fiction de la société par le miroir symbolique des discours. On assiste à des sédimentations de sens, sens réifiés, dans ce qui cherche à être communauté politique signifiante.

Les représentations de discours rendent présent l'actualité des dire. Elles structurent les imaginaires dans des relations intersubjectives immédiates. Elles quadrillent le réel et l'instituent. L'idéologie se consiste dans l'oubli de cette institution du discours instituant : le discours occulte sa propre constitution dans le moment où il façonne le réel social (Lefort 1978). C'est dans la dissimulation de sa propre constitution (symbolique) que le social se constitue symboliquement. Le symbole est à lui-même sa propre institution, il institue le réel, quand le politique en tant que dispositif (symbolique) produit le sujet. Il n'y a pas de sujet en soi, mais des sujets sociaux en prise avec les mises en régulations, les cadres, situations et pratiques de connaissances du sens social. Chaque individu s'insère dans une matrice sociale

constituée de chaînes signifiantes, de répertoires d'intentions d'un groupe en mouvement. Le sujet politique se réalise ainsi paradoxalement dans l'économie cognitive de dispositifs de dire et de penser. Aussi est-il nécessaire de prendre en compte ses contradictions pour se comprendre et se connaître en tant que sujets sociaux de l'ordre sociocognitif sous-jacent et advenant.

Précisément, il s'agit de rendre compte de la réitération de la scène politique. Cette scène est celle d'un construit identitaire d'un autre à positionner, à construire, à penser ; cherchant l'identification même. Elle se réalise par une pensée identificatrice de réplication. Les disponibilités cognitives sont altérées par des cadres socio-normés de compréhension tels que le produit l'idéo-logique et tels que l'exemplifient les préconstruits qui préexistent à tout événement. Ce cadre défait la réalité de l'expérience des choses pour un déjà-pensé de prédiction, circulant et reproductible. Les facilités, paresse ou absences de pensée permettent une reproduction générique des consciences, qui peuvent être à la source de sens communs altiers, exclusifs et radicaux. La radicalité identificatrice semble tenir de l'abaissement du seuil de tolérance morale de même qu'elle existe par le sens de l'exclusion, renvoyant soi et autre à leur différence inconciliable. En cela, la violence serait à la répétition. C'est une violence continue de l'*a-différence*, contre la différence, et contre soi-même.

5. Une exemplification du continu politique : le discours aux frontières (2012-2017)

Les analyses qui posent et pensent les discours permettent de constater des répliques dans les répétitions : celles-ci sont autant de continuités idéologiques dans les représentations politiques. Elles permettent de révéler les représentations qui font la réalité mondaine, sociale, sociétale et historique. Nous le précisons. Les analyses ci-dessous sont envisagées dans un continuum idéologique, c'est-à-dire en extension d'elles-mêmes. Elles concernent les deux dernières campagnes présidentielles, de 2012 et 2017⁵. La campagne 2017 est prise comme moment final de production. La réplique est considérée ici comme un processus de connaissance, de reconnaissance, et parfois de méconnaissance des formes de répétitions du politique. La réplique implique différents ordres de discours qui peuvent se compléter, se superposer, se répondre en continu et en discontinu : pour ce que nous allons étudier un discours politique identitaire peut aussi relever du discours sécuritaire policier et/ou du discours ethnique.

Dans ces moments électoraux de re-présentation de la démocratie, les discours médiatiques et politiques réactualisent une situation culturelle, un donné d'existence social. Les discours éclairent, ils signifient, mais également ignorent et occultent. Ils laissent dans l'ombre, détournent le regard. Leur réplique ordonne le pensable, le dicible, l'opposable, et dessine l'impensable, l'infranchissable, l'incommensurable. La réplique prend à son compte la production sociale du sens, avec ses improductions. La production sociale du sens présuppose le « système complet des intérêts dont une société est chargée » (M. Angenot 1989 : 14), donc aussi ce qui désintéresse, ce qui va à l'encontre de l'intérêt supposé. Les discours dans leur co-intelligibilité se chargent du monde, de le renseigner et de l'ordonner ; d'en débattre, de créer des assises communes à l'agonisme. Ils in-forment les individus en leur produisant leur(s) identité(s) de sujet politique.

Pendant les campagnes 2012 et 2017, le discours des frontières a rendu présent un discours de l'identité. Les frontières qui bornent et balisent les espaces géopolitiques produisent aussi leur altérité. Comme le dit S. Bonnafous dans *L'immigration prise aux mots* (1991), pour un propos de la fin des années 80 et du début des années 90, rendant compte de l'existence de lignes de séparation dans un imaginaire renouvelé de la nation :

⁵ 15 ans après le 21 avril 2002, une candidate de l'extrême droite M. Le Pen est au second tour d'une élection présidentielle, avec plus de 7 millions de voix. Elle en recueillera 10,5 millions au terme de la campagne 2017, soit un tiers des votes exprimés et plus de 13 millions au second tour de l'élection d'avril 2022.

La répliation : Pour un modèle d'analyse du contexte des contextes

Cartes et frontières, ces symboles de la séparation entre *eux* et *nous*, sont à nouveau rendus visibles par tous les citoyens et avec l'extranéité des *immigrés*. La voie est alors ouverte pour une interrogation sur les capacités d'absorption de la nation française. (*ibid.* : 269)

Les frontières permettent de définir des espaces altéritaires de réidentification. Elles se dédoublent de ces autres, à l'intérieur et à l'extérieur d'un espace politique, amenant à se définir nationalement et culturellement. Elles sont à la source de ce qui cherche à exister comme enjeu de cohérence identificatoire devenant problème par cette recherche même.

Nous avons pu révéler dans un corpus 2012⁶ les articulations identitaires des discours de N. Sarkozy, de M. Le Pen et de F. Hollande autour de la notion d'immigration. Chez M. Le Pen, l'immigration sous couvert d'*immigration massive* :

Vous comprenez alors très bien que la négation des identités nationales, l'immigration massive, le multiculturalisme comme doctrine, le communautarisme, tous ces fléaux contemporains, participent du projet mondialiste. (M. Le Pen, discours du 15 janvier 2012⁷),

s'articule avec l'insécurité (identitaire, sociétale, nationale, civilisationnelle). L'identité nationale doit s'en trouver fermée aux autres, homogène, « pure » de toute altérité. Pour N. Sarkozy, l'« *immigration incontrôlée* », « *les problèmes de l'immigration* »⁸ sous-tendent la distinction entre bons et mauvais immigrés et questionnent la construction de l'identité française en tant que « *forme particulière et différente de civilisation* » (N. Sarkozy, Toulouse, le 29 avril 2012). L'identité nationale doit être ouverte (à la différence) mais fermée (à la trop grande disparité culturelle, civilisationnelle), c'est-à-dire à certains plus qu'à d'autres hors des considérations du monde occidental :

C'est encore une question de frontière et j'espère vous avoir convaincus de cela, que c'est un sujet essentiel. Mais où la tracer cette frontière ? Entre la fermeture (dont je ne veux pas) et la dilution (dont je ne veux pas), je vous propose de trouver la ligne de la raison et la raison c'est une identité française. (Discours de N. Sarkozy, « la Nation et la frontière », Toulouse le 29 avril 2012).

Nous retenons que le candidat F. Hollande a pu lui aussi évoquer un *ça ne va pas de soi* du modèle d'intégration des populations immigrées. Il le fit dans un propos général sur le codéveloppement entre la France et l'Afrique :

[La France] jouera la carte du codéveloppement, comme le commandent avec autant de force le cœur et la raison. Il n'est d'autre solution, à long terme, pour résoudre d'un seul mouvement, nos problèmes d'immigration et le rééquilibrage de notre commerce extérieur. (F. Hollande, convention de l'investiture, du 22 oct. 2011).

Le présupposé de l'immigration comme problème conforte les préjugés alterophobes et fait le jeu des différentialismes : *ils ne sont pas comme nous*. L'immigré est perçu comme étranger de l'intérieur, comme un représentant de sa nation et de sa culture d'origine, inassimilé et inassimilable.

Dans le contexte de la campagne 2017, l'instabilité des guerres en Syrie, en Irak, et plus globalement l'instabilité politique en Orient ont des répercussions sur la politique hexagonale et européenne. La pression migratoire exercée sur l'Europe permettait de chiffrer à près de 2 millions les entrées illégales, dont 60% par la mer⁹. Un « nouveau monde » s'en dessinerait,

⁶ Voir Hailon 2017.

⁷ Pour l'ensemble des extraits c'est nous qui soulignons.

⁸ Le propos est : « *C'est pareil pour ceux qui donnent des leçons pour dire il faut accueillir davantage de gens ! Ce sont ceux qui habitent dans les quartiers où ils regardent les problèmes de l'immigration avec des jumelles parce que dans les quartiers où ils habitent, ça ne se pose pas et ça n'existe pas !* » (Discours de N. Sarkozy, Arras le 18 avril 2012).

⁹ Selon M. Foucher (2016), 33% viendrait de Syrie, 15% d'Afghanistan, 5,6% d'Irak, 2,4% du Pakistan, 2,2% d'Erythrée, 1,4 % d'Iran. Il s'agit de chiffres de l'année 2015.

en recomposition et incertain¹⁰. La frontière devient le lieu d'expression de nouveaux dangers et de nouvelles insécurités (*le terrorisme*), et le lieu d'instabilités futures (*les migrations*). De même, on note pour F. Fillon un propos sécuritaire à deux échelles, avec d'un côté un discours de peur de fermeture des frontières, ce discours a pour contexte la souveraineté nationale¹¹ :

La fermeture des frontières finit toujours par susciter des représailles qui plombent nos exportateurs et nos emplois. (Discours de François Fillon - Clermont-Ferrand – 7 avril 2017) ;

et d'un autre côté, un discours de peur d'ouverture des frontières de l'Europe :

Je milite pour une Europe qui tient ses frontières, pas d'une Europe passoire. (Discours de François Fillon à La Villette - 29 janvier 2017)

Ces discours sécuritaires impliquent que les frontières nationales du pays soient ouvertes sur l'Europe car celles-ci sont bénéfiques économiquement et politiquement, nationalement¹². Ils impliquent aussi que les frontières de l'Europe soient respectées, contrôlées, car celles-ci préservent les nations membres des menaces extérieures. Aussi, s'opposent deux perspectives frontalières, celle d'une frontière intra-économique qui doit rester ouverte pour le dynamisme des échanges commerciaux entre Européens et celle d'une frontière extraterritoriale qui doit rester fermée pour la préservation de l'identité et de la sécurité européenne : soit la « préférence européenne »¹³. Pour le candidat des Républicains, l'espace Schengen¹⁴ doit assurer l'intégrité de Droits de l'Europe, la souveraineté et la sécurité des Européens entre Européens s'en trouvant menacés.

De même, dans l'extrait suivant,

Il ne faut pas céder aux injonctions de la bien-pensance, qui nous adresse toujours le même message, qui se veut angélique et qui est en réalité inconscient : liberté pour les migrants et honte aux frontières. (Discours de François Fillon, mercredi 11 janvier – Nice) ;

F. Fillon prend une position à revers des discours établis - empruntant le point de vue de la partie adverse : *bien-pensance, angélique et inconscient, liberté pour les migrants et honte aux frontières* - pour justifier de la nécessité des contrôles aux frontières. La position ironique se réalise par le discrédit porté au discours de l'autre, car excessif, car irréaliste. Elle donne une image d'homme politique responsable contre ceux qui ne le sauraient pas, les irresponsables, les idéalistes. Elle justifie l'ouverture en Europe et la fermeture sur l'extérieur de l'Europe en tant qu'elle ne peut être le lieu d'accueil privilégié des réfugiés (économiques, climatiques, de guerre...). Il s'agit d'un discours sécuritaire de préservation identitaire à l'échelle de l'Europe, les migrants représentant la menace aux frontières.

¹⁰ « Cette politique, nous devons aussi la construire à l'aune de ce monde nouveau. Oui, ces risques sont absolus, le monde se recompose. À nos frontières, le terrorisme se prépare. À nos frontières, de nouvelles migrations arriveront. » (Discours d'Emmanuel Macron à Lille, le 14 janvier 2017). Nous revenons ci-dessous sur le discours du candidat d'*En Marche*.

¹¹ En amont de l'extrait cité, on lit : « La souveraineté, c'est la capacité à rester maître de son destin. Ne jamais laisser quiconque nous dicter notre conduite : voilà l'âme de la nation française ! » (Discours de François Fillon - Clermont-Ferrand – 7 avril 2017)

¹² « L'Europe doit être pour la France un amplificateur de souveraineté. » (Discours de François Fillon à La Villette - 29 janvier 2017)

¹³ En mont et en aval, de l'extrait analysé, on note : « Je parle de l'Europe des nations, unies pour défendre la civilisation européenne.... Je défendrai la préférence européenne pour nos industries, nos services et nos emplois. » (Discours de François Fillon à La Villette - 29 janvier 2017)

¹⁴ L'espace Schengen comprend les territoires des 26 États européens : 22 États membres de l'Union européenne, et 4 États associés. L'espace Schengen fonctionne comme un espace unique en matière de voyages internationaux et de contrôles frontaliers pour les voyages sans contrôle des frontières internes. (Source Foucher 2016)

Pour M. Le Pen, la menace aux frontières relève de la menace à la Nation. Elle est identifiée par le terrorisme et l'immigration, et dialogue avec l'action du candidat des Républicains :

Quand les terroristes islamistes traversent toutes les frontières sans être inquiétés ? Il [F. Fillon] nous avait promis de baisser l'immigration et l'insécurité. L'une et l'autre ont explosé, jusque dans le plus reculé de nos villages ! (Meeting de Marine Le Pen à Ajaccio en Corse, le 08/04/2017).

Les frontières ont été levées ; la libre circulation des personnes a entraîné l'immigration massive. Avec la disparition de nos frontières, s'est installé chez nous un islamisme qui remet en question jusqu'à nos valeurs de civilisation, bousculant notre identité, nos valeurs, nos codes, nos mœurs, notre mode de vie. (Discours de Marine Le Pen au meeting à Bordeaux, le 02/04/2017)¹⁵.

On retrouve ici la rhétorique contestataire et altérophobe du Front national (Hailon 2011, 2014). Celle-ci s'appuie sur un désir de repli national et identitaire. Elle amalgame en leitmotiv et repère idéologique insécurité et immigration. L'insécurité y apparaît dans les extraits comme toujours évolutive (*explosé*), omniprésente (*jusque dans le plus reculé de nos villages*). Elle est civilisationnelle (*remet en question jusqu'à nos valeurs de civilisation*), identitaire (*bousculant notre identité*), culturelle (*nos valeurs, nos codes, nos mœurs, notre mode de vie*). L'immigration y est hyperbolique (*massive*), envisagée comme trop plein (*promis de baisser*). Le thème de la frontière est abordé de sorte d'en signaler l'absence (*les frontières ont été levées, la disparition de nos frontières*). L'absence de frontière serait avérée qui justifierait toutes les menaces évoquées ci-dessus (*traversent toutes les frontières sans être inquiétés, s'est installé chez nous un islamisme qui remet en question...*), et ainsi permettrait d'associer terrorisme, islamisme et l'immigration en tant que représentation de l'extranéité, de ce qui est supposé extérieur à la nation et à la civilisation.

Aussi, si le discours de la frontière est envisagé comme protection à l'insécurité (*traversent toutes les frontières sans être inquiétés*), celui-ci permet surtout de justifier d'un discours de souveraineté nationale. Le repli sur l'espace national est justifié par le rétablissement d'une identité nationale en perdition.

De même, on note que l'absence évoquée et supposée des frontières nationales dessine un espace intérieur fragmenté, fragilisé :

Au fur et à mesure qu'on a abaissé nos frontières nationales, nous avons été contraints d'en ériger des nouvelles à l'intérieur du pays : les Calaisiens le savent lorsqu'ils longent cette autoroute bordée par des grillages de 6 mètres de haut, les Dunkerquois le voient quand ils passent aux abords du camp de Grande Synthe masqué par d'interminables palissades, les Parisiens vont le percevoir avec ce mur de verre de 3 mètres prévu autour de la tour Eiffel pour protéger les touristes des voleurs. Vous-mêmes, mesdames et messieurs, comme particuliers, vous en faites la triste expérience avec la nécessité des clôtures de plus en plus hautes, de portes blindées de plus en plus résistantes, de clés, de codes, de systèmes d'alarme. Les murs que nous n'avons plus à l'extérieur pour nous protéger collectivement, nous avons l'obligation de les reconstruire à l'intérieur pour nous protéger individuellement. (Meeting de Marine Le Pen à Lille, 27 mars 2017)

Dans cet espace, s'établissent des frontières insécuritaires intérieures (*grillage, palissades, mur de verre, clôtures, portes blindées, systèmes d'alarmes...*) sans que les identifications entre protagonistes soient toujours clairement établies. La figure du voleur présuppose le migrant (*Calaisiens, camp de Grande Synthe*), qui agit non seulement à l'encontre des touristes, mais aussi dans la vie quotidienne des nationaux (*vous-mêmes, mesdames et messieurs, comme particuliers, vous en faites la triste expérience*).

¹⁵ Voir aussi. « Une fois au pouvoir, rien de ce qui avait été promis n'est appliqué. Nous en avons eu la démonstration éclatante lorsque M. Fillon a été Premier ministre, pendant 5 ans. Comment vouloir « choisir » son immigration, pour reprendre ses mots, quand notre politique migratoire est impossible, quand nous sommes soumis au traité de Schengen, qui laisse tout le monde, citoyens d'autres pays de l'espace Schengen, étrangers légaux, et étrangers clandestins, circuler parfaitement librement dans tous les pays qui le composent ? » (Meeting de Marine Le Pen à Ajaccio en Corse, le 08/04/2017)

Le rétablissement des frontières du pays permettrait ainsi de ne plus avoir de voleurs, de personnes nuisibles à la société (possibles migrants), laissant supposé que ceux-ci sont extérieurs aux pays et à sa civilité, tout en étant source de désordre national. Il s'agit d'un discours d'homogénéité nationale et culturelle contre un présumé ennemi. Les frontières intérieures sont culturelles quand la menace aux frontières est hors nation. L'essentialisation du trait de l'étranger, hors de l'espace culturel, renvoie à l'opposition figée dans les représentations entre barbare (voleur, incivilisé) et civilisé.

Le migrant illustre, pour M. Le Pen comme pour F. Fillon, mais sur deux échelles différentes, nationales et transnationales, la menace à l'ordre établi¹⁶. Celle-ci justifie sa non incursion en territoire souverain.

De même, le discours de campagne d'E. Macron de 2017 dialogue avec le discours du FN et le discours des Républicains :

La candidate du repli sur les frontières fantasmées, sur une identité de haine, la candidate du repli sur une partie de la société française contre l'autre. (Rassemblement à Furiani, discours d'Emmanuel Macron, 7 avril 2017),

La réponse au terrorisme, c'est ce que j'ai dit, c'est du pragmatisme, de l'engagement, une vraie sécurité, une coopération entre États européens, c'est une Europe de la sécurité qui, au sein de Schengen, comme c'est permis, procède aux contrôles, mais en aucun cas, c'est la fermeture des frontières complète et radicale ! (Rassemblement de Dijon, Discours d'Emmanuel Macron, 25 mars 2017)

Le premier extrait répond en s'y opposant à une idéologie frontiste pensée comme parti de la haine et du repli identitaire (*identité de haine, repli*). Cette idéologie s'inscrit dans une logique conflictuelle de violence de l'ennemi intérieur (*une partie de la société française contre*), comme vu ci-dessus.

Le second extrait répond aussi au discours de FN en cherchant à défaire la logique d'un terrorisme aux portes de la nation que la fermeture des frontières pourrait arrêter. Selon le candidat d'*En Marche*¹⁷, en accord sur ce point avec F. Fillon, c'est à l'échelle de l'Europe qu'une sécurité transnationale pourra être établie, et celle-ci passe par des contrôles aux frontières de l'espace Schengen. La « *vraie sécurité* » est le contrôle aux frontières de l'Europe contre une « fausse » sécurité, mensongère aux frontières de la nation. De manière remarquable, on retrouve une systématisme du dire vrai dans les discours du futur président :

C'est une Europe avec un vrai droit commun qui gèrera ensemble l'asile, avec des vraies frontières communes où nous embaucherons des vrais garde-frontières, avec une vraie coopération contre le terrorisme. (Rassemblement de Dijon, Discours d'Emmanuel Macron, 25 mars 2017)

C'est cela protéger notre pays, regarder le monde tel qu'il change avec lucidité, défendre nos intérêts et en même temps le faire avec une exigence chevillée au corps. C'est pour cela que lorsque je suis allé en Allemagne, j'ai proposé à nos amis allemands d'avoir une vraie politique de sécurité collective aux frontières, d'avoir un Schengen renforcé. (Discours d'Emmanuel Macron à Lille, le 14 janvier 2017)

La visée d'un dire vrai contre un autre, celui de ses adversaires politiques, a pour but de chercher l'efficacité d'une parole et d'une action¹⁸. Elle est celle aussi de la di-vision qui construit l'espace politique (Mouffe 2014). L'efficacité politique, ce qui se définit

¹⁶ Nous verrons qu'il en est de même dans le cas du discours médiatique avec la production, lors de la campagne 2017, de « tolérance zéro migrant » (*infra*).

¹⁷ *En Marche* (EM) est un [mouvement politique français](#) créé en avril 2016. Il a eu pour but de lancer la campagne pour la présidence d'[Emmanuel Macron](#). A ce titre, le nom du mouvement reprend les initiales de son créateur.

¹⁸ « *Nous, nous ne jouerons jamais avec les discours de peur, avec les contre-vérités, avec les mensonges terribles qu'on propage sur les uns et sur les autres... Et cette dignité, c'est de ne jamais accepter le mensonge. Cette dignité, c'est de ne rien accepter de ce qui déconsidère la fonction politique, la parole donnée* » (Discours d'Emmanuel Macron à Caen, le 4 mars 2017)

comme pragmatique¹⁹, s'appuie sur le vrai cherchant à débusquer le faux, le mensonger. Il s'agit en l'état de tenter de redonner de la crédibilité à la parole politique qui semble en manquer. Cela passe pour le candidat de la vérité vraie par la dénonciation et le dévoilement de la parole de l'autre.

Nous voyons pour suivre notre réflexion sur l'identitarisme de la parole politique que si E. Macron cherche à se démarquer d'une parole politique dénaturée, en ce qu'elle semble idéologique – le pragmatisme dont se revendique le candidat cherche à s'opposer à ce qui serait du dogmatisme -, la parole du candidat Macron peut prendre, de manière ambivalente, des accents sécuritaires extrémistes. L'identitarisme consiste - pour ce que nous pouvons déjà en dire - à se définir et dire soi aux contours de l'autre : *je dis vrai là où l'autre dit faux, je suis ce que l'autre n'est pas*. Le « je » du discours politique se construit en rapport à l'autre, avec l'autre, de sorte que se définissent des espaces politiques de parole : *de là où « je » parle, de là où l'autre parle*. Ces espaces sont situés idéologiquement et ont la particularité de se border mutuellement.

D'une manière générale, les pratiques discursives « in-forment » la conduite des savoirs disponibles, c'est-à-dire qu'elles perpétuent l'interprétation de l'expérience sociale à partir des savoirs et pratiques disponibles dans l'espace public ; quitte à les créer, c'est le cas de la tolérance zéro pour évoquer les banlieues ou les migrants (Hailon 2020 : 75-100). Il n'était pas question de migrants dans la campagne 2012. L'objet visé comme autre culturel et trouble à l'ordre public peut changer d'aspect. Il y a bien des savoirs non-limitatifs du point de vue de la construction du sens qui sont à mettre en perspective avec les savoirs stabilisés du point de vue politique. Ce sont des savoirs acquis (mémoire, culturel) pour des savoirs en acquisition (construction du sens). Le discours emmagasine des cadres de compréhension. L'information circule et les cadres idéologiques se perpétuent tout en évolution mutuelle.

L'idéologie politique permet la reproduction des représentations politiques en cours. Il y a ainsi une perpétuation de la mise en scène culturelle (qui leur donne corps social et professionnel). L'incorporation/restitution des places sociopolitiques permet une auto-validation des représentations. Le scripteur politique est un focalisateur et un interprète social en fonction des savoirs et cadres sociaux disponibles, celui-ci ne semblant que pouvoir remobiliser et s'exprimer dans ces cadres.

Ceux-ci débattent dans l'espace de contexte des discours. Les discours re-présentent les contextes d'un contexte où pointent les différenciations, dissociations et ressemblances. Ils en discutent en accord ou en désaccord avec l'idéologie en cours mettant en discussion leur point de vue. La répliation donne ainsi des cadres de pensée aux différencialités exprimables en discours.

Une réaction pour finir

Comme nous l'avons dit en note (*supra*), vingt ans après le 21 avril 2002, la candidate de l'extrême droite est de nouveau au second tour d'une élection présidentielle, avec plus de 13 millions de voix pour la dernière campagne d'avril 2022. Elle en avait recueilli 10,5 millions au terme de la campagne 2017.

Il y a une sorte d'impunité de la parole au regard de ce qui advient. C'est l'échec de discours « mé-produits », qui finalement ne semblent avoir pour fonction que de « finir » sur eux-mêmes, juste le temps du dire. Il semble qu'il y ait une mise en échec des discours dans leur

¹⁹ Nous notons comme leitmotiv : « *Le quatrième chantier qui sera le nôtre, c'est celui de la sécurité de notre Nation, avec un fil rouge : l'efficacité et le pragmatisme* » (discours d'Emmanuel Macron à Reims le 17 mars 2017 ; « *que des juridictions soient créées dans certaines villes pour répondre à la demande de justice et à la croissance démographique. Et là-dessus, il faut beaucoup de pragmatisme* » (discours d'Emmanuel Macron sur la Justice, le 14 mars 2017).

tentative de captation des choses sociales, de construire cette fiction nécessaire des identités du politique. La représentation publique produit de la conformité à atteindre, c'est un atteindre toujours même.

Le discours produit des fictions de réalité politique, des effets de société. Il échoue à prévenir, à prétendre, à prévaloir, à faire expérience dans le temps et pour tout un chacun. On a beau prévenir, beau analyser, beau dire, la décomposition sociale opère. L'inévitable semble se perpétuer de la défection des valeurs symboliques de discours. Finalement, le pouvoir d'imagination devient la réalité pensée, avérée. Le pensable se réalise quand l'impensable reste à atteindre.

Références bibliographiques

1. . AJARI, N. (2019), [*La dignité ou la mort : éthique et politique de la race*](#), La Découverte, Paris.
2. . ANGENOT, M. (1989), *1889. Un état du discours social*. Le Préambule, Montréal.
3. . BALIBAR, E. et WALLERSTEIN, I. (2018), *Race, nation, classe. Les identités ambiguës*, La Découverte, Paris.
4. . BENASAYAD, M. (1998), *Le mythe de l'individu*, La Découverte, Paris.
5. (2006), *Connaitre est agir. Paysages et situations*. La Découverte, Paris.
6. . BRUBAKER, R. (2001), « Au-delà de l' "identité" », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 139, p. 66-85.
7. . CAILLE, A. (2009), *Théorie anti-utilitariste de l'action*, La Découverte, Paris.
8. . CHAVALIAS, D. (2006), « L'approche systèmes complexes de la cognition sociale : une façon de penser l'auto-transformation du social ? », *Acte Congrès de l'Association Française de Sociologie* (Groupe ad hoc Sociologie et Systèmes Complexes) ; archives-ouvertes.fr/halshs-00088411/document.
9. . DELEUZE, G. (1976), *Différence et répétition*, Puf, Paris.
10. . DESCOLA, P. (2016), [*Par-delà nature et culture*](#), Gallimard, Paris, 2005.
11. . FOSSAERT, R. (1983), *La société. Les structures idéologiques*, Seuil. Paris.
12. . FOUCHER, M. (2016), *Le retour des frontières*, CNRS Editions, Paris.
13. . GRAMSCI, A. (1975), *Les écrits politiques*. Gallimard, Paris.
14. . HAILON, F. (2011), *Idéologie par voix/e de presse*, L'Harmattan, Paris.
15. (2014), *L'ordre idéologique. Eléments de cognition politique*, L'Harmattan, Paris.
16. (2017), *Etude(s) de cognition politique*, L'Harmattan, Paris.
17. (2020), *La répliation. Présence, continuité, persistance*. L'Harmattan, Paris.
18. . LEFORT, C. (1978), *Les formes de l'histoire*, Gallimard, Paris.
19. . MOUFFE, C. (2014), *Agonistique. Penser politiquement le monde*. Beaux-arts de Paris Edition, Paris.

20. . PAVEAU, M.-A. (2019), « La pluralité des modes de discours. Pour un décentrement de l'analyse du discours », communication colloque « L'analyse du discours entre description, geste critique et intervention », Poitiers, 15 nov. 2019.
21. . SARFATI, G.-E. (2011), « Analyse du discours et sens commun : institution de sens, communauté de sens, doxa, idéologie », *Matériaux philosophiques pour l'AD*. Schepens, P. et Guilhaumou, J. (éds.) : Besançon, pp. 139-174.